

UN APPRENTISSAGE – UN AVENIR

Appel de la société civile pour que les jeunes débouté-e-s de l'asile puissent poursuivre et achever leur formation

Les premières Assises romandes sur la question des jeunes débouté-e-s de l'asile privé-e-s de formation se sont déroulées le 2 février 2019 à Lausanne. Elles ont réuni quelque 200 participant-e-s provenant de tous les cantons romands. Jeunes, patron-ne-s, professionnel-le-s du domaine, familles de parrainage ont évoqué ensemble leur très vive préoccupation face à la multiplication de cas d'apprenti-e-s contraint-e-s à renoncer à leur apprentissage suite au rejet de leur demande d'asile.

Par cet appel rédigé à plusieurs voix, les auteur-e-s et les signataires demandent instamment aux autorités fédérales et cantonales de permettre aux jeunes, même débouté-e-s de l'asile, de mener à terme leur formation.

Voix des jeunes

On nous oblige à arrêter notre apprentissage. Cela nous plonge dans une situation très difficile psychologiquement et dans une vie misérable. Nous avons l'inquiétude de ne pas pouvoir continuer notre formation, de perdre notre logement. Nous avons l'inquiétude d'être renvoyé-e-s dans notre pays. Les gens ne se rendent pas compte du danger.

Nous ne voulons pas devenir des criminel-le-s.

Nous avons besoin d'une formation et d'une expérience professionnelle pour notre futur. La formation nous permet d'être indépendant-e-s. Nous avons besoin de construire notre avenir, c'est là que nous voulons mettre notre énergie.

Donnez-nous la chance de rester et de finir notre apprentissage, laissez-nous travailler. Nous voulons obtenir quelque chose qui va nous servir pour demain.

Voix des patron-ne-s

Nos entreprises ont besoin d'apprenti-e-s motivé-e-s que nous peinons parfois à trouver. Nous avons fait l'expérience de jeunes apprenti-e-s migrant-e-s très sérieux/ses et engagé-e-s dans leur travail.

Nous nous retrouvons face à des interruptions d'apprentissage néfastes à nos entreprises. La réorganisation du travail devient alors difficile.

Nous constatons une incohérence entre la volonté d'intégration à laquelle on nous demande de contribuer et les renvois d'apprenti-e-s ou de jeunes promis-e-s à un apprentissage.

Nous souhaitons être informé-e-s plus explicitement de la part des autorités sur les implications et les risques que comporte l'engagement d'un-e jeune migrant-e. Nous attendons un soutien clair de l'Etat dans notre effort d'engager des apprenti-e-s.

Nous estimons qu'il est un devoir de former des jeunes. La formation est un bagage pour leur avenir et prévient la délinquance. Nous pensons qu'il est humainement normal de donner à des jeunes la possibilité de se former et d'exercer leurs compétences.

Nous demandons que les autorités prennent en compte le fait que certain-e-s jeunes ont un contrat d'apprentissage ou une promesse d'apprentissage.

Nous insistons pour demander que les jeunes en formation ou avec promesse de formation ne soient pas renvoyé-e-s. La privation de formation, donc de perspectives d'avenir, risque de pousser certains jeunes dans l'errance, dans la rue.

Nous demandons que, même débouté-e-s, des jeunes qui ont répondu aux exigences d'intégration de la Suisse puissent poursuivre leur apprentissage de même que s'il s'agissait d'une formation de type scolaire. Nous souhaitons obtenir des garanties sur le fait que le/la jeune pourra terminer sa formation.

Voix des familles de parrainage

Nous sommes des familles et des personnes impliquées dans l'accompagnement de jeunes requérant-e-s d'asile. Nous nous engageons auprès d'elles/eux affectivement, mais aussi économiquement. Nous souhaitons être reconnu-e-s car nous sommes les témoins directs de ces parcours de vie, semés d'embûches et d'empêchements.

Nous sommes indigné-e-s et en colère par les décisions négatives, qui nous semblent souvent incompréhensibles, adressées aux jeunes avec qui nous avons tissé des liens. Nous souhaitons qu'elles/ils puissent poursuivre leur trajectoire et celle-ci passe, entre autres, par la formation.

La formation scolaire et professionnelle devrait être accessible à toutes et tous, et ceci sans considération d'âge. Les adultes tout comme les mineur-e-s ont besoin d'une formation pour construire leur avenir.

Nous estimons que la formation a un rôle-clé à jouer dans la résolution durable de la question migratoire.

Nous exigeons que ces jeunes puissent terminer leur formation et nous voulons qu'elles/ils aient des perspectives. Nous exigeons donc qu'il n'y ait pas de renvoi possible si un-e jeune a entamé une formation. Et nous exigeons également que la situation des jeunes débouté-e-s ayant débuté une formation soit reconsidérée.

Un comité s'est constitué en vue de diffuser cet appel et de le porter devant les autorités compétentes.

Pour signer l'appel :

www.unapprentissage-unavenir.ch

Voix des professionnel-le-s du domaine

Nous, professionnel-le-s en charge des jeunes migrant-e-s, dénonçons la détresse de jeunes motivé-e-s et investi-e-s dans leur intégration et leur apprentissage qui, suite à des décisions négatives, se retrouvent confrontés à des difficultés d'ordre psychosocial.

Nous sommes confronté-e-s à une impossibilité de mener à bien les missions qui nous sont confiées.

Nous relevons une incohérence du système qui provoque une atteinte à la santé globale des jeunes et pousse à la marginalisation et à la précarisation.

Nous sommes convaincu-e-s que la formation et l'apprentissage sont des droits pour toutes et tous. Ces droits contribuent à la construction d'une identité solide et participent à la cohésion sociale.

Nous demandons une continuité dans l'accompagnement des jeunes, indépendamment de leur statut.

Nous demandons une cohérence politique et sociale afin d'éviter le gaspillage financier et humain.

Voix des enseignant-e-s

Notre mission est d'enseigner, de mener des jeunes à un titre certifiant et qualifiant. Cette mission est rendue parfois impossible par des décisions d'autres instances de l'Etat. Nous sommes dans une situation absurde et non porteuse de sens. Les apprenant-e-s sont dans une situation paradoxale où un service de l'Etat leur dit «Intègre-toi» et l'autre «Quitte le pays».

Laissez-nous redevenir crédibles - comme enseignant-e-s et comme adultes - pour le bien de tous les élèves et apprenant-e-s.

Nous demandons de recevoir des informations claires des départements de formation pour savoir que répondre et que faire lorsqu'on fait face à une situation critique. Et nous demandons de considérer les jeunes comme des apprenant-e-s et non pas comme des migrant-e-s.

Nous demandons que tout jeune puisse terminer une formation qualifiante et certifiante quel que soit son statut.